FACE AU PATRIARCAT, IMPOSONS L'ÉGALITÉ PAR LA GRÉVE!

Il y a cent ans, le 8 mars 1917, les ouvrières de Saint-Pétersbourg (Russie) se mettaient en grève et pour réclamer du pain et la paix et initiaient ainsi un mouvement révolutionnaire historique. Aujourd'hui, dans plus de 50 pays les femmes participent à un mouvement de grève international. Initié en 2017 par des féministes argentines cet appel international a été lancé suite au féminicide d'une jeune fille de 16 ans Lucià Perez, violée et assassinée en Argentine.

« Nous, les femmes dans le monde, nous nous organisons en une épreuve de force et en un cri commun : la Grève Internationale des femmes. Nous nous arrêtons. Nous faisons grève, Nous mettons en pratique le monde dans lequel nous désirons vivre. ».

Appel à la Grève international des femmes -2017 (Argentine)

La situation est historique pour les luttes des femmes. Elles étaient plusieurs dizaines de milliers dans la rue contre les violences sexistes et sexuelles en novembre en France. En 2018, l'appel à la grève a été suivie par des millions de femmes à travers le monde : en Espagne, elles étaient 5,5 millions de grévistes à défiler dans les rues ; en Argentine, au Chili, en Pologne, et dans plus de 50 pays, elles étaient des centaines de milliers. Le mouvement des femmes constitue le moteur des mouvements sociaux partout dans le monde : partout le mouvement des femmes se lève, fait masse et front contre les violences sexuelles et machistes. Le soulèvement des femmes dans le mouvement des gilets jaunes est le révélateur de cette dynamique : quand les femmes se lèvent le peuple avance.

Le féminisme est une question de vie ou de mort

Depuis le début de l'année, les assassinats de femmes – féminicides – se multiplient dans le silence et l'indifférence. Tous les deux jours une femme est tuée, l'année passée une femme était assassinée tous les trois jours. La violence machiste est la première cause de décès et d'incapacité des femmes âgées entre 15 et 44 ans (banque mondiale). Derrière les féminicides se dressent tout le continuum des violences machistes : qui va des insultes, au harcèlement, au viol. 100 % des femmes ont déjà été harcelées. 230 000 femmes chaque année subissent des violences sexuelles. Une femme sur 10 subit des violences conjugales. Au-delà des guerres, du cancer et des accidents de voiture, les viols et les violences conjugales sont les premiers facteurs de risque pour la santé des femmes.

Ces violences, parce qu'elles isolent, vulnérabilisent, infériorisent les femmes, sont utilisées comme des leviers pour maintenir et augmenter l'exploitation des femmes au travail et à la maison. Elles sont l'une des base du hold-up sur les revenus des femmes : 26 % de salaires et 42 % de retraites en moins par rapport aux hommes. 80 % des travailleurs pauvres sont des travailleuses. Le racket ne s'arrête pas aux frontières du travail : chaque jour les femmes effectuent 3H30 de travail domestique imposé et non rémunéré. La domination patriarcale se résume ainsi : double journée et demie-paie pour les femmes.

Si les violences masculines touchent toutes les femmes,

elles frappent encore plus violemment celles qui cumulent d'autres oppressions : femmes trans, racisées, prolétaires, lesbiennes ou bisexuelles, ayant un handicap, etc. En effet, les violences masculines ne sont pas l'œuvre de quelques individus violents, mais une manière de maintenir le patriarcat, c'est-à-dire la domination des hommes sur les femmes. La lesbophobie, la biphobie et la transphobie ne sont pas dissociables du patriarcat, mais en font partie intégrante. Elles servent à faire rentrer dans le rang ou à éliminer les femmes qui ne suivent pas le modèle patriarcal. Celui-ci assigne des individus à un genre en fonction de leur sexe de naissance et érigent l'hétérosexualité comme norme. Dans ce modèle, les lesbiennes et les femmes trans ne peuvent être considérées que comme objet de fantasme pour hommes hétérosexuels, ou comme des monstres à éliminer ou à « corriger » car n'étant pas de « vraies femmes ».

L'État n'est pas la solution mais bien une grande partie du problème!

Il organise une société violente qui profite à une minorité celle des classes dirigeantes. Il divise, isole les femmes, Face au fléau des violences subies par les femmes et commises par les hommes, les « réponses » de l'État consistent à :

- soumettre les associations de soutien aux femmes aux logiques d'appel à projet, les opposant ainsi les unes aux autres et réduisant les moyens ;
- réduire les hébergements d'urgence pour les femmes maltraitées en danger ;
- détruire les services publics et le code du travail, renforçant la précarité, dont les femmes sont les premières à subir les conséquences.

Partout dans le monde, les politiques coloniales et impérialistes des États occidentaux engendrent la misère, l'exploitation, l'appauvrissement et le déplacement massif des femmes et leur exil.

Pour contrer ce système de domination, nous devons nous mobiliser au quotidien pour que toutes les violences, qu'elles soient physiques, psychologiques, sexuelles soient pointées, dénoncées et combattues dans la sphère publique (travail, rue, transport), comme « privée » (familles, couples, relations). La lutte pour l'émancipation des femmes est un combat essentiel de notre organisation.

La CGA se tient aux côtés des luttes de femmes, considérant que l'émancipation des femmes sera l'œuvre des femmes elles-mêmes. En tant qu'anarchistes, nous pensons que seules les luttes auto-organisées et l'autogestion nous permettront de sortir de tels systèmes de domination, contre ceux qui en profitent et qui ont tout intérêt à les préserver. Nous défendons et faisons vivre les principes de la non-mixité pour ainsi permettre aux femmes de se retrouver, se libérer, s'auto-organiser sur la base de leur oppression : en interne dans l'organisation et dans le reste de la société. Parce que tous les systèmes de domination se renforcent mutuellement, nous nous engageons au quotidien contre le sexisme, l'homophobie, la transphobie, le racisme, la domination étatique et l'exploitation capitaliste, et portons nos revendications de rupture, pour une société libertaire et égalitaire.



LE 8 MARS EN FRANCE COMME AILLEURS TOUTES EN GREVE!